



**CONSEIL DE POLICE DU 11 SEPTEMBRE 2023  
POLITIERAAD VAN 11 SEPTEMBER 2023**

PROCÈS VERBAL  
PROCES-VERBAAL

**Présents**  
**Aanwezig**

Sophie de Vos, *Présidente, Bourgmestre/Voorzitster, Burgemeester* ;  
Boris Dilliès, Olivier Deleuze, *Bourgmestres/Burgemeesters* ;  
Fathiya Alami, Félix Boudru, Michel Cohen, Jean-Pierre Collin, Marc Cools, Aurélie Czekalski,  
Pierre Desmet, Blaise Godefroid, Christian Grétry, Daniel Hublet, Martine Maelschalck, Odile  
Margaux, Jérôme Toussaint, Laurent Van Der Elst, Cécile Van Hecke, Marion Van Offelen, Marc  
Vandame, *Conseillers de police/Politieraadsleden* ;  
Michel Deraemaeker, *Chef de Corps/Korpschef* ;  
Géraldine Noël, *Secrétaire/Secretaris*.

**Excusés**  
**Verontschuldigd**

Anastasia Bakounine, Christine Bogaert, Odile Bury, Isabelle Desir, Bernard Hayette, Christine  
Roisin, Eric Sax, Patrick Wauters, *Conseillers de police/Politieraadsleden*.

Ouverture de la séance à 18:00  
Opening van de zitting om 18:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**CABINET DU CHEF DE CORPS - KABINET VAN DE KORPSCHEF**

**1 Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil de police du 26 juin 2023.**

Le Conseil approuve le point.  
16 votants : 16 votes positifs.

**Goedkeuring van het proces-verbaal van de zitting van de Politieraad van 26 juni 2023.**

De Raad keurt het punt goed.  
16 stemmers : 16 positieve stemmen.

*Blaise Godefroid entre en séance / treedt in zitting.*

**DIRECTION DES FINANCES - DIRECTIE FINANCIËN**

**2 Modification budgétaire de clôture pour l'exercice 2022.**

Le Conseil de police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;  
Vu l'arrêté royal du 5 septembre 2001 portant le règlement général de la comptabilité de la zone de  
police ;  
Vu la circulaire ministérielle PLP 61 relative à l'établissement du budget de police 2022;  
Considérant que certaines allocations prévues au budget ordinaire de l'exercice 2022 doivent être

révisées ;  
Sur proposition du Collège de police,

DECIDE :

- d'approuver la modification budgétaire de clôture pour l'exercice 2022 telle qu'elle figure en annexe.

Le Conseil approuve le point.  
17 votants : 17 votes positifs.

### **Begrotingswijziging van afsluiting voor het dienstjaar 2022.**

De Politieraad,

Gelet op de wet van 7 décembre 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus,  
Gelet op het koninklijk besluit van 5 septembre 2001 houdende het algemeen reglement op de boekhouding van de politiezone;  
Gelet op de ministeriële omzendbrief PLP 61 betreffende de opstelling van de politiebegroting 2022 ;  
Overwegende dat sommige toelagen voorzien in de gewone begroting van het dienstjaar 2022 dienen herzien te worden;  
Op voorstel van het Politiecollege,

BESLIST :

- de begrotingswijziging van afsluiting voor het dienstjaar 2022 goed te keuren zoals ze in bijlage gevoegd is.

De Raad keurt het punt goed.  
17 stemmers : 17 positieve stemmen.

### **3 Clôture des comptes annuels de l'exercice 2022.**

Le Conseil de police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;  
Vu l'arrêté royal du 5 septembre 2001 portant le règlement général de la comptabilité de la zone de police déterminant les règles de clôture et de l'établissement des comptes annuels (art. 66 et 67);

Sur proposition du Collège de police,

DECIDE :

- d'approuver les comptes annuels de l'exercice 2022 tels qu'ils figurent en annexes.

Le Conseil approuve le point.  
17 votants : 17 votes positifs.

### **Afsluiting van de jaarrekeningen van het dienstjaar 2022.**

De Politieraad,

Gelet op de wet van 7 décembre 1988 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaux;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 septembre 2001 houdende het algemeen reglement op de boekhouding van de politiezone tot bepaling van de regels van afsluiting en opstelling van de jaarrekeningen (art. 66 et 67);

Op voorstel van het Politiecollege,

BESLIST :

- de jaarrekeningen van het dienstjaar 2022 goed te keuren zoals ze voorkomen in bijlagen.

De Raad keurt het punt goed.

17 stemmers : 17 positieve stemmen.

*Fathiya Alami entre en séance / treedt in zitting.*

## **CABINET DU CHEF DE CORPS - KABINET VAN DE KORPSCHEF**

### **4 Relocalisation des services administratif de la zone de police - Bâtiment sis avenue du Col-Vert 1 à 1170 Watermael-Boitsfort - Acquisition et offre d'achat.**

Le Chef de Corps présente le projet au moyen d'un powerpoint joint au présent procès-verbal.

Monsieur Desmet demande si l'offre est conditionnée par l'approbation du Conseil et ce qu'il en est du projet pour Marlow ?

Le Chef de Corps répond par l'affirmative, c'est une décision du Conseil, sous condition suspensive de l'approbation par la tutelle et de l'estimation du Comité d'Acquisition.

Monsieur Dilliès précise qu'il s'agit d'un projet indépendant du dossier Marlow, il ne concerne que l'administratif. Les termes sont courts et il fallait trouver un endroit au plus vite, c'est la meilleure formule que nous ayons trouvée.

La Présidente ajoute qu'on pourra revendre ce bien ultérieurement.

Madame Van Hecke demande combien de membres du personnel sont concernés et quid de la mobilité pour ces travailleurs, du parking ?

Le Chef de Corps répond qu'il y a 75/80 MP concernés. Pour certains, ce sera un avantage, mais pour la majorité, ils ont un avis négatif. Nous n'avons malheureusement rien trouvé à Uccle et il faut partir d'ici 1 an. Le bâtiment est bien situé question transports en commun et dispose d'un parking en sous-sol.

Monsieur Gretry demande ce qu'il en est du PEB, cela peut influencer la valeur du bâtiment.

Le Chef de Corps répond que des négociations ont été menées et que c'est un prix correct.

Monsieur Cools constate qu'il est effectivement plus sage d'acheter que de louer, c'est une gestion en bon père de famille. Il y avait une solution à Uccle, un bâtiment de +/- 3 millions, avec des surfaces nues, cette option a-t-elle été envisagée ? Vous dites que ce projet est indépendant du projet de nouveau commissariat. Cependant, ce projet englobe les services administratifs. Il a été lancé il y a 2 ans, l'appel d'offre ne donne-t-il rien ? Si cet achat du Col Vert aboutit, a-t-on encore besoin d'un nouveau commissariat ? Ne peut-on pas agrandir l'existant ?

Monsieur Dilliès explique que ce n'est pas lié opérationnellement, puisque cela ne concerne que l'administratif, pour lequel on était tenu par le calendrier. Le projet d'un nouveau commissariat est toujours sur la table, on continue les recherches.

Le Chef de Corps précise, concernant le bâtiment à Uccle évoqué par Monsieur Cools, que cette

possibilité a été analysée et négociée, cela revient à +/- 2.000 €/m<sup>2</sup> pour équiper le bâtiment. La propriétaire nous l'a proposé à 6.800.000 € HTVA (achat + travaux), puis suite à des négociations, à 6.100.000 € + 21% TVA. 0 Col Vert, il faut seulement payer les droits d'enregistrement. De plus, ce bâtiment est une copropriété, ce qui rendra sa revente plus difficile que Col Vert qui est un bâtiment complet. Le bâtiment est d'ailleurs à la vente depuis 5 ou 6 ans. Concernant le nouveau commissariat, notre appel d'offre a été un échec car le prix de l'offre reçue, 52 millions, ne respecte pas le cahier des charges (max 26 millions), il faut donc une nouvelle procédure. On va également envisager la rénovation de Marlow, il rappelle l'ancien projet de centralisation à Marlow.

Monsieur Cools déplore que la politique urbanistique menée à Bruxelles aboutisse à des tels prix.

Monsieur Toussaint demande s'il y a aussi des services administratifs à Tritomas ?

Le Chef de Corps répond qu'il y a la cellule formation et le service armement (mixte opérationnel/administratif).

Monsieur Cohen demande ce qu'il se passera si le propriétaire refuse notre offre et fait une contre-offre.

Le Chef de Corps répond qu'on reviendra en Conseil pour en décider.

Le Conseil de police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et notamment ses articles 11 et 33;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 organisant la tutelle administrative sur les zones de police pluricommunales de la Région de Bruxelles-Capitale, et notamment son article 6, § 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités des zones pluricommunales de police en vue de l'exercice de la tutelle administrative, notamment son article 1er, 5°;

Considérant qu'il est urgent de relocaliser les services administratifs de la zone de police, actuellement sis dans le bâtiment Schlumberger, rue de Stalle 140 à 1180 Uccle ;

Considérant en effet que le bail de ce bâtiment arrivait à échéance le 31 mars 2023, qu'il a pu être prolongé jusqu'au 30 juin 2024 ;

Considérant qu'une 2<sup>ème</sup> demande de prolongation pour un délai de 3 ans a été refusée ;

Considérant d'autre part que le marché public de travaux ayant pour objet le préfinancement, la conception et la construction d'un nouveau commissariat de police pour la zone de police sur le territoire de la commune d'Uccle, qui englobait les services administratifs concernés, n'a pas pu être attribué, par décision du Collège de police du 16 août 2023 et qu'un nouveau marché doit être relancé ;

Considérant la mise en vente du bâtiment sis avenue du Col-Vert 1 à Watermael-Boitsfort par l'agence immobilière Allten ; que ce bâtiment correspond en tous points aux besoins de la zone pour la relocalisation des services administratifs actuellement présents dans le bâtiment Schlumberger ;

Considérant que ce bien a une superficie totale hors sol de 2.428 m<sup>2</sup> (rez-de-chaussée de 1.248 m<sup>2</sup> + 1<sup>er</sup> étage de 1.180 m<sup>2</sup>, soit un total hors sol de 2.428 m<sup>2</sup>, ainsi que le sous-sol) ;

Considérant qu'un bail est actuellement en cours jusqu'au 31 décembre 2025 pour 18,3% de la surface de bureau avec la société Vulcain Engineering srl, rue de Namur 73D à 1000 Bruxelles (bail en annexe) ;

Considérant que le Comité d'Acquisition a effectué une visite le 29 juin 2023 et remettra son rapport en date du 29 septembre 2023 ;

Considérant que le bâtiment est en bon état et ne nécessite que quelques travaux de rafraîchissements que la zone demande au propriétaire d'effectuer ;

Considérant qu'en sa séance du 30 août 2023, le Collège de police a adressé à l'agence immobilière Allten une offre d'achat de 6 millions d'euros pour le bâtiment sis avenue du Col-Vert 1 à 1170 Bruxelles; que cette offre a été conditionnée par l'approbation du Conseil de police et des autorités de tutelle et est valable jusqu'au 29 septembre 2023 (annexe) ;

Considérant que les frais liés à cette acquisition sont estimés à 768.550,79 € ;

Considérant que les crédits budgétaires sont disponibles l'article budgétaire 330/712-60 ;

DECIDE :

- d'acquérir le bien sis avenue du Col-Vert 1 à 1170 Bruxelles pour un montant de 6.768.550,79 € (acquisition et frais) ;
- en conséquence, d'approuver l'offre d'achat de 6.000.000 € adressée par le Collège de police à l'agence immobilière Allten, avenue Louise 162 B8 à 1050 Bruxelles en vue de l'acquisition du bâtiment sis avenue du Col-Vert 1 à 1170 Bruxelles ;
- le montant de 6.768.550,79 € (acquisition et frais) est prévu à l'article budgétaire 330/712-60.

Le Conseil approuve le point.  
18 votants : 18 votes positifs.

### **Verhuizing van de administratieve diensten van de politiezone - Gebouw aan de Groenkraaglaan 1, 1170 Watermaal-Bosvoorde – Aankoop en aanbod tot aankoop.**

De Politieraad,

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en inzonderheid op de artikels 11 en 33;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 houdende regeling van het administratief toezicht op de meergemeentelijke politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en inzonderheid op het artikel 6, § 2;

Gelet op het besluit van 19 juli 2001 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de overheden van de meergemeentelijke politiezones met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, en inzonderheid op het artikel 1ste, 5°;

Overwegende dat de administratieve diensten van de politiezone, die momenteel gevestigd zijn in het Schlumbergergebouw, Stallestraat 140, 1180 Ukkel, dringend moeten worden verhuisd;

Overwegende dat de huurovereenkomst voor dit gebouw op 31 maart 2023 zou aflopen en dat deze verlengd is tot 30 juni 2024;

Overwegende dat een 2e verzoek tot verlenging voor een periode van 3 jaar is afgewezen;

Overwegende dat anderzijds de overheidsopdracht voor aanneming van werken met als voorwerp de prefinanciering, het ontwerp en de bouw van een nieuw politiecommissariaat voor de politiezone op het grondgebied van de gemeente Ukkel, waarin de betrokken administratieve diensten zijn opgenomen, bij beslissing van het Politiecollege van 16 augustus 2023 niet kon worden gegund en een nieuwe opdracht moet worden geplaatst;

Overwegende dat het gebouw gelegen aan de Groenkraaglaan 1 te Watermaal-Bosvoorde te koop werd aangeboden door het makelaarskantoor Allten; dat dit gebouw in alle opzichten beantwoordt aan de behoeften van het gebied voor de verhuis van de administratieve diensten die momenteel in het Schlumbergergebouw aanwezig zijn;

Overwegende dat dit gebouw een totale oppervlakte heeft van 2.428 m<sup>2</sup> (begane grond van 1.248 m<sup>2</sup> + 1e verdieping van 1.180 m<sup>2</sup>, dus een totale oppervlakte van 2.428 m<sup>2</sup>, alsmede de kelder);

Overwegende dat er momenteel een huurovereenkomst loopt tot 31 december 2025 voor 18,3% van de kantoorruimte met Vulcain Engineering srl, Naamsestraat 73D, 1000 Brussel (huurovereenkomst in bijlage);

Overwegende dat het Aankoopcomité op 29 juni 2023 een bezoek heeft gebracht en op 29 september 2023 verslag zal uitbrengen;

Overwegende dat het gebouw in goede staat verkeert en slechts enkele inrichtingswerkzaamheden behoeft, die de zone aan de eigenaar vraagt uit te voeren;

Overwegende dat op zijn zitting van 23 augustus 2023, het Politiecollege aan het makelaarskantoor Allten een aanbod tot aankoop heeft gedaan van 6 miljoen euro voor het gebouw gelegen Groenkraaglaan 1 te 1170 Brussel; dat dit aanbod bepaald werd door goedkeuring van de Politieraad en de voogdijoverheden en geldig is tot en met 29 september 2023 (bijlage);

Overwegende dat de kosten in verband met deze aankoop worden geraamd op 768 550,79 €;

Overwegende dat de begrotingskredieten beschikbaar zijn aan het artikel 330/712-60;

BESLIST :

- het goed gelegen Groenkraaglaan 1 te 1170 Brussel aan te schaffen voor een bedrag van 6.768.550,79 € (aankoop en kosten);
- bijgevolg, het aanbod tot aankoop goed te keuren van 6.000.000 € gedaan door het Politiecollege aan het makelaarskantoor Allten, Louisalaan 162 B8 te 1050 Brussels met het oog op de aankoop van het gebouw gelegen Groenkraaglaan 1 te 1170 Brussel;
- het bedrag van 6.768.550,79 € (aankoop en kosten) is voorzien op het begrotingsartikel 330/712-60.

De Raad keurt het punt goed.

18 stemmers : 18 positieve stemmen.

## **DIRECTION DES MOYENS MATÉRIELS - DIRECTIE MATERIËLE MIDDELEN**

### **5 Marché de services relatif au renouvellement du portefeuille d'assurances de la zone de police - Procédure de passation et conditions du marché.**

Le Conseil de police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, notamment les articles 11 et 33;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment les articles 36 et 57;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Considérant que tous les contrats assurance avec la société Ethias arrivent à terme le 31/12/2023;

Considérant qu'il convient de lancer un nouveau marché sous forme de 4 lots :

- Lot 1 : Assurances de personnes pour un montant estimé à 1.800.000,00 €
- Lot 2 : Assurances de dommages matériels pour un montant estimé à 40.000 ,00 €
- Lot 3 : Assurances de responsabilité civile pour un montant estimé à 40.000,00 €
- Lot 4 : Assurances automobiles pour u montant estimé à 250.000,00 €

Soit un total estimé à 2.130.000,00 € par an et 8.520.000,00 € pour les 4 ans ;

Considérant, dès lors, que le marché peut être réalisé via une procédure ouverte avec publicité européenne;

Considérant que les crédits nécessaires seront prévus aux budgets 2024 et suivants aux articles 330/117-01, 330/124-08, 330/127-08 et 330/125-08;

Considérant le cahier des charges (FR en annexe I et NL en annexe II);

Considérant l'avis de marché (FR en annexe III et NL en annexe IV);

DECIDE :

- de lancer un marché public via la procédure ouverte pour le renouvellement du portefeuille d'assurances sous forme de 4 lots :

- Lot 1 : Assurances de personnes pour un montant estimé à 1.800.000,00 €

- Lot 2 : Assurances de dommages matériels pour un montant estimé à 40.000 ,00 €
- Lot 3 : Assurances de responsabilité civile pour un montant estimé à 40.000,00 €
- Lot 4 : Assurances automobiles pour u montant estimé à 250.000,00 €

soit un total estimé à 2.130.000,00 € par an et 8.520.000,00 € pour les 4 ans aux articles 330/117-01, 330/124-08, 330/127-08 et 330/125-08 ;

- d'approuver le cahier spécial des charges (FR en annexe I et NL en annexe II);
- d'approuver les avis de marché (FR en annexe III et NL en annexe IV);
- de procéder à la publication européenne et nationale de l'avis de marché (FR en annexe III et NL en annexe IV).

Le Conseil approuve le point.  
18 votants : 18 votes positifs.

**Opdracht voor aanneming van diensten met betrekking tot de vernieuwing van de verzekeringsportefeuille ten behoeve van de Politiezone- Plaatsingsprocedure en voorwaarden van de opdracht.**

De Politieraad,

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, namelijk de artikels 11 en 33;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikelen 36 en 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Overwegende dat alle verzekeringscontracten met het bedrijf Ethias op 31/12/2023 verstrijkt ;

Overwegende dat het noodzakelijk is om een nieuwe markt te openen in de vorm van twee percelen:

- Perceel 1: Personenverzekeringen voor een bedrag geraamd op 1.800.000 €
- Perceel 2: Verzekeringen materiële schade voor een bedrag geraamd op 40.000 €
- Perceel 3: Verzekeringen burgerlijke aansprakelijkheid voor een bedrag geraamd op 40.000 €
- Perceel 4: Verzekeringen auto voor een bedrag geraamd op 250.000 €

Dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 2.130.000 per jaar en € 8.520.000,00 voor de 4 jaar;

Overwegend dat de markt kan worden bereikt via een open procedure met bekendmaking op Europees vlak;

Overwegende dat de nodige kredieten zullen worden opgenomen in de begroting van 2024 en derna op het begrotingsartikel 330/117-01, 330/124-08, 330/127-08, 330/125-08 van de gewone begroting;

Gelet op het bestek (FR in bijlage I en NL in bijlage II) ;

Gelet op de aankondiging van de opdracht (FR in bijlage III en NL in bijlage IV) ;

BESLIST:

- te lanceren, via openbare procedure, een opdracht voor aanneming van diensten betreffende voor de vernieuwing van de verzekeringsportefeuille in de vorm van 4 percelen:

- Perceel 1: Persoonlijke verzekering voor een geschat bedrag van € 1.800.000,00
- Perceel 2: Materiële schadeverzekering voor een geschat bedrag van € 40.000,00

- Perceel 3: Verzekering burgerlijke aansprakelijkheid voor een geschat bedrag van € 40.000,00
- Perceel 4: Autoverzekering voor een geschat bedrag van € 250.000,00

voor een totale uitgave geraamd op € 2.130.000 per jaar en € 8.520.000,00 voor de 4 jaar op het begrotingsartikel 330/117-01, 330/124-08, 330/127-08, 330/125-08 ;

- het goedkeuren van de bijzondere specificaties (FR in bijlage I en NL in bijlage II) ;
- goedkeuring van de aankondigingen van opdracht (FR in bijlage III en NL in bijlage IV);
- doorgaan met de Europese en nationale publicatie van de aankondiging van opdracht (FR in bijlage III en NL in bijlage IV).

De Raad keurt het punt goed.

18 stemmers : 18 positieve stemmen.

## **DIRECTION DES FINANCES - DIRECTIE FINANCIËN**

### **6 Marché de services relatif au déplacement et à l'entreposage de véhicules sur le territoire de la commune d'Uccle, et des communes de Watermael-Boitsfort et Auderghem à la requête de la zone de police - Procédure de passation et conditions du marché.**

Le Conseil de police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, notamment les articles 11 et 33 ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment ses articles 36 et 57;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics; Considérant que les contrats relatifs au déplacement et à l'entreposage de véhicules à la requête de la zone de police sur le territoire de la commune d'Uccle d'une part (LOT 1), et, d'autre part, des communes de Watermael - Boitsfort et Auderghem (LOT 2) arrivent à échéance, et doivent donc être remis en concurrence;

Considérant que le nouveau marché de services sera également composé de deux lots :

LOT 1 : l'enlèvement et l'entreposage de véhicules sur le territoire de la commune d'Uccle pour un montant annuel estimé à 252.000,00 EUR TVAC

LOT 2 : l'enlèvement et l'entreposage de véhicules sur le territoire des communes de Watermael-Boitsfort et Auderghem pour un montant annuel estimé à 168.000,00 EUR TVAC ;

Considérant que le nouveau marché de services sera passé par procédure ouverte avec publicité européenne et conclu pour une durée de un (1) an ; que ce marché sera reconductible 3 fois ; que le montant total estimé du marché pour les deux lots est donc de 1.680.000,00 EUR TVAC pour 4 ans ;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver le cahier spécial des charges n° ZP 5342 2023/Remorquage FR en annexe I et NL en annexe II;

Considérant qu'il y a également lieu d'approuver l'avis de marché de services en publication européenne FR en annexe III et NL en annexe IV;

Considérant que seuls les dépannages administratifs et les dépannages impayés sont refacturés à la zone de police ; que la zone de police récupère ces frais auprès des communes ou des particuliers selon la nature du dépannage ; que les crédits nécessaires au paiement des factures susmentionnées sont prévus à l'article 330/124-06 du budget ordinaire ;



DECIDE :

- de lancer, par procédure ouverte, un marché de services relatif au déplacement et à l'entreposage de véhicules à la requête de la zone de police sur le territoire de la commune d'Uccle d'une part (LOT 1), et, d'autre part, des communes de Watermael - Boitsfort et Auderghem (LOT 2), pour une durée initiale d'un (1) an et reconductible 3 fois, pour un montant total estimé à 1.680.000,00 EUR TVAC pour 4 ans, à l'article budgétaire 330/124-06 du budget ordinaire ;
- d'approuver le cahier spécial des charges FR en annexe I et NL en annexe II ;
- d'approuver l'avis de marché services en publicité européenne FR en annexe III et NL en annexe IV.

Le Conseil approuve le point.  
18 votants : 18 votes positifs.

**Opdracht voor aanneming van diensten met betrekking tot de verplaatsing en de opslag van voertuigen op het grondgebied van Ukkel, en de gemeentes Watermaal-Bosvoorde en Oudergem op verzoek van de politiezone – Plaastingsprocedure en voorwaarden van de opdracht.**

De Politieraad,

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, meer bepaald de artikels 11 en 33 ;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake de overheidsopdrachten, met name de artikelen 36 en 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Overwegende dat de contracten betreffende de verplaatsing en de opslag van voertuigen op verzoek van de politiezone op het grondgebied van de gemeente Ukkel enerzijds (Perceel 1) en, anderzijds, de gemeentes Watermaal-Bosvoorde en Oudergem (Perceel 2) binnenkort verstrijken en dus opnieuw moeten worden opengesteld voor mededinging;

Overwegende dat de nieuwe opdracht tevens zal bestaan uit twee percelen:

Perceel 1 : de verwijdering en de opslag van voertuigen op het grondgebied van Ukkel voor een jaarlijks bedrag geraamd op 252.000,00 EUR incl. BTW;

Perceel 2 : de verwijdering en de opslag van voertuigen op het grondgebied van de gemeentes Watermaal-Bosvoorde en Oudergem voor een jaarlijks bedrag geraamd op 168.000,00 EUR incl. BTW;

Overwegende dat de nieuwe opdracht voor aanneming van diensten gesloten zal worden via een openbare procedure met Europese bekendmaking en gesloten voor een duur van één (1) jaar; dat deze opdracht 3 maal zal kunnen worden verlengd; dat het totaal geraamd bedrag van de opdracht voor de twee percelen dus 1.680.000,00 EUR bedraagt incl. BTW voor 4 jaar ;

Overwegende dat het bijzonder bestek moet goedgekeurd worden n° ZP 5342 2023/Remorquage FR in bijlage I en NL in bijlage II;

Overwegende dat men tevens de aankondiging van opdracht moet goedkeuren via Europese bekendmaking in bijlage III en NL in bijlage IV;

Overwegende dat enkel de administratieve wegslepen en de niet betaalde wegslepen zullen worden doorgefactureerd aan de politiezone ; dat de politiezone de kosten zal verhalen op de gemeentes of particulieren volgens de aard van het wegslepen : dat de nodige kredieten ter betaling van de bovenvermelde facturen voorzien zijn in het artikel 330/124-06 van de gewone begroting;

BESLIST:

- te lanceren, via openbare procedure, een opdracht voor aanneming van diensten betreffende de verplaatsing en de opslag van voertuigen op verzoek van de politiezone op het grondgebied van de

gemeente Ukkel enerzijds (Perceel 1), en, anderzijds, van de gemeentes Watermaal-Bosvoorde en Oudergem (Perceel 2), voor een aanvankelijke duur van één (1) jaar en 3 maal verlengbaar, voor een totaal bedrag geraamd op 1.680.000,00 EUR incl. BTW voor 4 jaar, op het begrotingsartikel 330/124-06 van de gewone begroting;

- het bijzonder bestek FR in bijlage I en NL in bijlage II goed te keuren;

- de aankondiging van opdracht voor aanneming van diensten via Europese bekendmaking FR in bijlage III en NL in bijlage IV goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

18 stemmers : 18 positieve stemmen.

## **DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES - DIRECTIE HUMAN RESSOURCES**

### **7 Effectif minimal du personnel opérationnel et CALog de la police locale - Déclaration de vacances d'emplois - Cycle de mobilité 2023-03.**

Le Conseil de police,

Vu la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et notamment les articles 3, 38 et 47;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police et notamment les articles II.II.1e, IV.I.15 au IV.I.17, IV.I.37 au IV.I.39, IV.I.60, IV.II.47, V.III.13 au V.III.24, VI.II.8 au VI.II.26, VII.II.16 au VII.II.19;

Vu l'arrêté royal du 05 septembre 2001 déterminant l'effectif minimal du personnel opérationnel et du personnel administratif et logistique de la police locale;

Vu l'arrêté royal du 20 novembre 2001 fixant les modalités relatives à la mobilité du personnel des services de police;

Vu l'arrêté royal du 9 novembre 2015 portant dispositions relatives au régime de fin de carrière pour des membres du personnel du cadre opérationnel de la police intégrée;

Vu la délibération du Conseil de police du 04 décembre 2001, fixant le cadre administratif et logistique de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem et ses modifications ultérieures;

Vu la délibération du Conseil de police du 28 janvier 2002, fixant le cadre opérationnel de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem et ses modifications ultérieures;

Vu la délibération du Conseil de police du 12 mars 2007, de déclarer vacants les emplois dont les détachés de la zone vers une autre entité sont titulaires;

Considérant la publication de l'appel 2023 03 planifiée pour le 07 juillet 2023;

Considérant que la situation du cadre réel en date du 01 juillet 2023 est la suivante :

#### **Effectif ZP 5342 Uccle/ W-B/ Aud 01/07/2023**

<b>Grade</b>	<b>Cadre</b>	<b>Grade Effectif</b>	<b>Cadre Effectif</b>	<b>FTEQ</b>
<b>OPS</b>				
<b>Officier</b>	<b>29</b>		<b>19</b>	<b>18,8</b>
<b>CDP</b>	<b>3</b>	<b>3</b>		
<b>CP</b>	<b>26</b>	<b>16</b>		
<b>ACP</b>		<b>0</b>		
<b>Cadre Moyen</b>	<b>90</b>		<b>78</b>	<b>75,8</b>

<b>CP Tapis Rouge</b>		<b>6</b>		<b>5,2</b>
<b>INPP/AP</b>	<b>10</b>	<b>4</b>		<b>3,8</b>
<b>INPP</b>	<b>80</b>	<b>63</b>		<b>62,8</b>
<b>AINPP</b>		<b>4</b>		<b>4</b>
<b>NAPAP</b>		<b>1</b>		<b>0</b>
<b>Cadre de Base</b>	<b>341</b>		<b>332</b>	<b>312,9</b>
<b>INP</b>		<b>326</b>		<b>312,9</b>
<b>AINP</b>		<b>3</b>		<b>0</b>
<b>NAPAP</b>		<b>3</b>		<b>0</b>
<b>Cadre Agent</b>	<b>30</b>		<b>28</b>	<b>25,2</b>
<b>AGT</b>		<b>24</b>		<b>23,2</b>
<b>AAGT</b>		<b>2</b>		<b>2</b>
<b>NAPAP</b>		<b>2</b>		<b>0</b>
<b>TOTAL OPS</b>	<b>490</b>		<b>457</b>	<b>432,7</b>
<b>CALOG</b>				
<b>Niveau A</b>	<b>8</b>		<b>7</b>	<b>6,5</b>
<b>Niveau B</b>	<b>23</b>		<b>20</b>	<b>18,9</b>
<b>Niveau C</b>	<b>78</b>		<b>35</b>	<b>33,1</b>
<b>Niveau D</b>	<b>39</b>		<b>18</b>	<b>15,8</b>
<b>TOTAL CALOG</b>	<b>148</b>		<b>80</b>	<b>74,3</b>
<b>TOTAL ZONE</b>	<b>638</b>		<b>537</b>	<b>507</b>

Considérant que la zone de police locale Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem compte 6 détachés vers une autre unité dans le cadre opérationnel, à savoir 1 CP, 2 INPP et 2 INP.

Considérant les différents cycles de mobilité en cours, des départs à la pension ou NAPAP prévus ainsi que des surplus dans le cadre officier, il convient de procéder à la déclaration de vacances de 14 emplois ;

Par ces motifs,

Sur proposition du Collège de police,

DECIDE :

d'approuver la déclaration de vacance d'emploi suivante à l'occasion du cycle de mobilité 2023-03:

Cadre Officier:

- 1 Commissaire – Service Famille Jeunesse (SFJ)
- 1 Commissaire – Enquête Policière d'Office (EPO) / HERMES

Cadre Moyen :

- 1 Inspecteur principal OPJ Gestionnaire fonctionnelle
- 1 Inspecteurs principal OPJ membre Apostilles secteur Uccle
- 1 Inspecteur principal OPJ membre Service Circulation et Mobilité – Cellule Chantiers
- 1 Inspecteur principal OPJ Enquête Policière d'Office (EPO) / HERMES
- 1 Inspecteur Principal spécialisé Assistant de police – Team School

Cadre de base :

- 1 Inspecteur membre Intervention
- 1 Inspecteur membre Direction Locale de Recherche
- 1 Inspecteur membre Brigade cycliste

Cadre Agent :

- 3 Agents membres Service Circulation et Mobilité (CMV)

Cadre CALog :

- 1 Consultant ICT (Niv. B)

TOTAL : 14 places

- les emplois vacants pour tous cadres non pourvus en mobilité classique pourront l'être via jobpol cfr. le nouveau concept de recrutement.

Le Conseil approuve le point.

18 votants : 18 votes positifs.

**Minimaal effectief van het operationeel en het administratief en logistiek personeel van de lokale politie - Mededeling van de vacatures – Mobiliteitscyclus 2023 03.**

De Politieraad,

Gezien de wet van 07 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en inzonderheid op de artikels 3, 38 en 47;

Gezien het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten en in het bijzonder zijn artikel II.II.1ste, IV.II.15 tot IV.I.17, IV.I.37 tot IV.I.39, IV.I.60, IV.II.47, V.III.13 tot V.III.24, VI.II.8 tot VI.II.26, VII.II.16 tot VII.II.19;

Gezien het koninklijk besluit van 05 september 2001 houdende het minimaal effectief van het operationeel en van het administratief en logistiek personeel van de lokale politie;

Gezien het koninklijk besluit van 20 november 2001 tot vaststelling van de nadere regels inzake de mobiliteit van het personeel van de politiediensten;

Gezien het koninklijk besluit van 9 november 2015 houdende bepalingen inzake het eindloopbaanregime voor personeelsleden van het operationeel kader van de geïntegreerde politie;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 04 december 2001 tot vaststelling van het administratief en logistiek kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem en de latere wijzigingen ervan;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 28 januari 2002 tot vaststelling van het operationeel kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem en de latere wijzigingen ervan;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 12 maart 2007, om de betrekkingen waarvan de afgedeelten (gedetacheerden) van de zone titularis waren vacant te verklaren;

Gezien de publicatie van de mobiliteitscyclus 2023 03 voorzien is op 07 juli 2023;

Overwegende dat de situatie van het kader op datum van 01 juli 2023 er als volgt uitziet:

<b>Aantal ZPZ 5342 op 01/07/2023</b>				
<b>Graad</b>	<b>Kader</b>	<b>Effectief Graad</b>	<b>Effectief Kader</b>	<b>FTEQ</b>
<b>OPS</b>				
<b>Officier</b>	<b>29</b>		<b>19</b>	<b>18,8</b>

<b>HCP</b>	<b>3</b>	<b>3</b>		
<b>CP</b>	<b>26</b>	<b>16</b>		
<b>ACP</b>		<b>0</b>		
<b>Middenkader</b>	<b>90</b>		<b>78</b>	<b>75,8</b>
<b>CP Rode Loper</b>		<b>6</b>		<b>5,2</b>
<b>HINP/AP</b>	<b>10</b>	<b>4</b>		<b>3,8</b>
<b>HINP</b>	<b>80</b>	<b>63</b>		<b>62,8</b>
<b>AHINP</b>		<b>4</b>		<b>4</b>
<b>NAVAP</b>		<b>1</b>		<b>0</b>
<b>Basiskader</b>	<b>341</b>		<b>332</b>	<b>312,9</b>
<b>INP</b>		<b>326</b>		<b>312,9</b>
<b>AINP</b>		<b>3</b>		<b>0</b>
<b>NAVAP</b>		<b>3</b>		<b>0</b>
<b>Hulpkader</b>	<b>30</b>		<b>28</b>	<b>25,2</b>
<b>AGT</b>		<b>24</b>		<b>23,2</b>
<b>AAGT</b>		<b>2</b>		<b>2</b>
<b>NAPAP</b>		<b>2</b>		<b>0</b>
<b>TOTAAL OPS</b>	<b>490</b>		<b>457</b>	<b>432,7</b>
<b>CALOG</b>				
<b>Niveau A</b>	<b>8</b>		<b>7</b>	<b>6,5</b>
<b>Niveau B</b>	<b>23</b>		<b>20</b>	<b>18,9</b>
<b>Niveau C</b>	<b>78</b>		<b>35</b>	<b>33,1</b>
<b>Niveau D</b>	<b>39</b>		<b>18</b>	<b>15,8</b>
<b>TOTAAL CALOG</b>	<b>148</b>		<b>80</b>	<b>74,3</b>
<b>TOTAAL ZONE</b>	<b>638</b>		<b>537</b>	<b>507</b>

Overwegende dat de zone 6 leden van het operationele kader naar een andere eenheid afgedeeld heeft, te weten 1 PC, 2 HINP en 2 INP.

Overwegende de verschillende lopende mobiliteitscycli alsook het voorziene vertrek via pensioen of NAVAP, dienen 14 vacatures gepubliceerd te worden ;

Om deze redenen,

Op voorstel van het politiecollege,

**BESLIST :**

de volgende betrekkingen vacant te verklaren in het kader van de mobiliteitscyclus 2023 03:

Officierenkader:

- 1 Commissaris – Jeugd en Gezin (SFJ)
- 1 Commissaris Ambtshalve Politieel Onderzoek (APO) / HERMES

Middenkader

- 1 Hoofdinspecteur OGP lid Fonctionnelle Beheerder

- 1 Hoofdinspecteur OGP lid Kantschriften sector Ukkel
- 1 Hoofdinspecteur OGP lid Dienst Mobiliteit en Verkeer – Cel Werven
- 1 Hoofdinspecteur OGP Ambtshalve Politieel Onderzoek (APO) / HERMES
- 1 Hoofdinspecteur met Bijzondere Specialisatie Politie-assistente – Team School

#### Basiskader:

- 1 Inspecteur lid Interventie
- 1 Inspecteur lid Directie Lokale Recherche
- 1 Inspecteur lid Fietsbrigade

#### Hulpkader

- 3 Agenten leden Dienst Mobiliteit en Verkeer (CMV)

#### CALog kader

- 1 Consulent ICT (Niv. B)

TOTAAL: 14 plaatsen

- de vacante betrekkingen voor alle kaders die niet worden ingevuld via klassieke mobiliteit kunnen worden opengesteld via jobpol cfr. het nieuwe rekruteringsconcept.

De Raad keurt het punt goed.

18 stemmers : 18 positieve stemmen.

## 8 **Engagement d'un membre du personnel administratif et logistique de niveau A - Conseiller en Prévention au travail Classe 2 – Composition de la commission de sélection locale.**

Le Conseil de police,

Vu la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et notamment les articles 3, 38 et 47;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police et notamment les articles II.II.1e, IV.I.15 au IV.I.17, IV.I.37 au IV.I.39, IV.I.60, IV.II.47, V.III.13 au V.III.24, VI.II.8 au VI.II.26, VII.II.16 au VII.II.19;

Vu l'arrêté royal du 05 septembre 2001 déterminant l'effectif minimal du personnel opérationnel et du personnel administratif et logistique de la police locale;

Vu l'arrêté royal du 20 novembre 2001 fixant les modalités relatives à la mobilité du personnel des services de police;

Vu la délibération du Conseil de police du 04 décembre 2001, fixant le cadre administratif et logistique de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem et ses modifications ultérieures;

Vu la délibération du Conseil de police du 28 janvier 2002, fixant le cadre opérationnel de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem et ses modifications ultérieures;

Vu la délibération du Conseil de Police du 26 juin 2023 approuvant la vacance d'emploi via la procédure de recrutement externe "urgent" d'un membre du personnel CALog à savoir un niveau A – Conseiller en Prévention au travail Classe 2;

Considérant la publication de cet emploi sur [www.jobpol.be](http://www.jobpol.be) du 05 juillet 2023 au 02 août 2023 inclus,

numéro 101862/G4T, pour un Niveau A – Conseiller en Prévention au travail Classe 2 ;  
Considérant l'appel aux candidatures n° 2023 05 qui sera publié par la Police Fédérale le 08 septembre 2023 ouvrant, entre autre, une place de Niveau A – Conseiller en Prévention au travail Classe 2;  
Attendu que l'installation d'une commission de sélection est imposée pour l'engagement d'un Conseiller de niveau A de la police locale;  
Par ces motifs,  
Sur proposition du Collège de police,

DECIDE :

- d'approuver la composition suivante de la commission de sélection locale pour l'engagement d'un Niveau A – Conseiller en Prévention au travail Classe 2 au sein de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem :

1. Président : Monsieur le Chef de Corps, Michel DERAEMAER, 1<sup>er</sup> Commissaire Divisionnaire de police de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;
2. Assesseeur : Monsieur Stéphan FORNASARI, Conseiller – Directeur a.i. de la Direction de l'Appui administratif de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem;
3. Assesseeur : Madame Daphné WYNS, Conseiller – Directeur de la Direction des Ressources Humaines de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;

Secrétaire Membre des Ressources Humaines : Monsieur Gino ELIANO, 1<sup>er</sup> Commissaire – membre de la Direction des Ressources Humaines de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;

En cas d'absence de l'un des assesseeurs désignés lors de la commission de sélection, cette personne sera remplacée par :

Madame Isaline FAIN, Conseiller – membre du Service Interne de Protection et Prévention au Travail de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem;

Monsieur Jeroen BEUSELINCK, Commissaire Divisionnaire – Directeur de la Direction du Contrôle Interne de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;

Monsieur Gino ELIANO, 1<sup>er</sup> Commissaire – membre de la Direction des Ressources Humaines de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem.

En cas d'absence du secrétaire désigné, Monsieur Gino ELIANO, 1<sup>er</sup> Commissaire, lors de la commission de sélection, il sera remplacé par Madame Kinga MIARCZYNSKA, 1<sup>er</sup> Assistante membre de la Direction des Ressources Humaines de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem.

Le Conseil approuve le point.  
18 votants : 18 votes positifs.

**Aanwerving van een personeel van het administratieve en logistieke kader - niveau A – Preventieadviseur op het werk Klasse 2 – Samenstelling van de lokale selectiecommissie.**

De Politieraad,

Gezien de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en inzonderheid op de artikels 3, 38 en 47;

Gezien het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten en in het bijzonder zijn artikel II.II.1 ste, IV.II.15 tot IV.I.17, IV.I.37 to IV.I.39, IV.I.60, IV.II.47, V.III.9 tot V.III.25, VI.II.8 tot VI.II.26, VII.II.16 tot VII.II.19;

Gezien het koninklijk besluit van 5 september 2001 houdende het minimaal effectief van het operationeel en van het administratief en logistiek personeel van de lokale politie;

Gezien het koninklijk besluit van 20 november 2001 tot vaststelling van de nadere regels inzake de mobiliteit van het personeel van de politiediensten;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 04 december 2001 tot vaststelling van het administratief en logistiek kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem en de latere wijzigingen daarvan;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 28 januari 2002 tot vaststelling van het operationeel kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem en de latere wijzigingen daarvan;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 26 juni 2023 tot goedkeuring van de vacature via de "dringende" externe aanwervingsprocedure voor een personeelslid van het administratief en logistiek kader, namelijk een Niveau A – Preventieadviseur op het werk Klasse 2;

Gezien de publicatie van deze vacature op [www.jobpol.be](http://www.jobpol.be) van 05 juli 2023 tot en met 02 augustus 2023, nummer 101862/G4T, voor een Niveau A – Preventieadviseur op het werk Klasse 2;

Gelet op de oproep tot kandidaturen nr. 2023 05 die op 08 september 2023 door de Federale Politie zal worden gepubliceerd en die onder meer een vacature opent voor een Niveau A – Preventieadviseur op het werk Klasse 2;

Gezien de oprichting van een selectiecommissie bij de lokale politie opgelegd wordt voor de aanwerving van een Adviseur Niveau A ;

Om deze redenen,  
Op voorstel van het politiecollege,

#### BESLIST :

- de volgende samenstelling van de lokale selectiecommissie voor de aanwerving van een Niveau A – Preventieadviseur op het werk Klasse 2 bij de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem goed te keuren:

1. Voorzitter : De Heer de Korpschef, Michel DERAEMAER, 1<sup>ste</sup> Hoofdcommissaris van politie van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;
2. Bijzitter : De Heer Stéphan FORNASARI, Adviseur - Directeur a.i. van de Directie van Administratieve ondersteuning van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;
3. Bijzitter : Mevrouw Daphné WYNS, Adviseur – Directeur van de Directie Human Resources van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Secretaris Lid van Personeelsdienst: de Heer Gino ELIANO, 1<sup>ste</sup> Politiecommissaris – lid van de Directie Human Resources van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem.

Bij afwezigheid van één van de aangestelde bijzitters tijdens de selectiecommissie, zal deze persoon vervangen worden door:

Mevrouw Isaline FAIN, Adviseur – lid van de Interne Dienst voor Bescherming en Preventie op het Werk van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

De Heer Jeroen BEUSELINCK, Hoofdcommissaris – Directeur van de Directie Interne Toezicht van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

De Heer Gino ELIANO 1<sup>ste</sup> Politiecommissaris – lid van de Directie Human Resources van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem.

Bij afwezigheid van de aangestelde secretaris, de Heer Gino ELIANO, 1<sup>ste</sup> Politiecommissaris, tijdens de selectiecommissie, zal hij worden vervangen door Mevrouw Kinga MIARCZYNSKA, 1<sup>ste</sup>



Assistent - lid van de Directie Human Resources van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem.

De Raad keurt het punt goed.  
18 stemmers : 18 positieve stemmen.

## **CABINET DU CHEF DE CORPS - KABINET VAN DE KORPSCHEF**

### **9 Information - Question écrite de Monsieur COOLS concernant les trottinettes électriques.**

La question écrite de Monsieur Cools est la suivante :

Un très grave accident a eu lieu il y a quelques semaines avenues de la Floride de nuit impliquant une trottinette.

Cet accident pose la question de l'absence trop souvent du port du casque par les utilisateurs de trottinettes et aussi celui d'un éclairage parfois absent sur ces engins.

Pouvez-vous m'indiquer les obligations en la matière que doivent respecter les utilisateurs de trottinettes. Indépendamment des mesures réglementaires existantes ou non, notre zone de police développe-t-elle des actions de sensibilisation en lien avec les bons comportements à adopter par les utilisateurs de trottinettes ?

La réponse est la suivante :

Le port du casque n'est pas obligatoire mais seulement conseillé pour les usagers de trottinettes.

Les obligations à respecter sont l'âge 16 ans, le nombre d'usagers (maximum 1), la vitesse (25 km/h maximum) et le respect de toutes les autres règles du code de la route. L'éclairage est obligatoire également mais s'agissant d'engins électriques, celui-ci est généralement toujours présent. Notre zone de police s'aligne sur les campagnes de prévention de Bruxelles-Mobilité et su SPF Mobilité. Nous menons également des actions de sensibilisation dans les écoles tandis que nos équipes sur le terrain (Bikers et service circulation) sont quotidiennement attentifs aux infractions commises notamment par les usagers des nouveaux engins de déplacement. Nous sommes également en contact avec un opérateur pour mener des actions de sensibilisation lors de certains événements.

Le Conseil est informé.

### **Informatie - Schriftelijke vraag van Mijnheer COOLS over elektrische steps.**

De schriftelijke vraag van Mijnheer Cools luidt als volgt:

Enkele weken geleden vond er 's nachts een ernstig ongeval plaats op de Floridalaan waarbij een elektrische step betrokken was. Dit ongeval roept de vraag op naar de vaak afwezige helmdracht bij de gebruikers van steps en ook naar de soms ontbrekende verlichting op deze toestellen. Kunt u mij informeren over de verplichtingen die de gebruikers van steps in dit opzicht moeten naleven? Ongeacht de bestaande regelgeving, ontwikkelt onze politiezone bewustmakingsacties met betrekking tot een verantwoordelijk rijgedrag van de gebruikers van steps?

Het antwoord luidt als volgt:

Het dragen van een helm is niet verplicht, maar wordt alleen aanbevolen voor gebruikers van elektrische steps.

De verplichtingen die moeten worden nageleefd, zijn een leeftijd van 16 jaar, het aantal gebruikers (maximaal 1), de snelheid (maximaal 25 km/u) en het naleven van alle andere verkeersregels. Verlichting is ook verplicht, maar aangezien het elektrische toestellen betreft, is deze doorgaans altijd aanwezig. Onze politiezone sluit zich aan bij de preventiecampagnes van Brussel Mobiliteit en de Federale Overheidsdienst Mobiliteit. We voeren ook bewustmakingsacties uit op scholen, terwijl onze teams op het terrein (bikers en dienst verkeer) dagelijks letten op overtredingen, met name door gebruikers van nieuwe vervoermiddelen. We staan ook in contact met een exploitant om bewustmakingsacties uit te voeren tijdens bepaalde evenementen.

De Raad heeft kennis gekregen.

**10 Information - Question écrite de Monsieur TOUSSAINT concernant les vols de vêtements et uniformes.**

La question écrite de Monsieur Toussaint est la suivante :

Selon des chiffres communiqués par la ministre de l'intérieur, les vols de vêtements et uniformes policiers sont en hausse constante dans notre pays, passant de 96 en 2020 à 106 en 2021, et 64 lors du premier semestre 2022.

Ce phénomène serait notamment lié à celui des escrocs qui se font passer pour des (faux) policiers. Selon les derniers chiffres de la police fédérale, 141 faits ont été enregistrés lors des neuf premiers mois de 2022, contre 128 sur l'ensemble de l'année 2021 et 176 en 2020.

Sur base de ce constat, mes questions sont les suivantes :

- notre zone de police a-t-elle déjà été confrontée à des vols de ce type ?
- si oui, des mesures ont-t-elles été prises depuis lors pour éviter de tels vols à l'avenir ?

La réponse est la suivante :

Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2022 et le 31 mai 2023, 33 vols de pièces d'uniforme ont été recensées par les services de police en Région bruxelloise. Aucun fait ne concerne notre zone de police.

Il est à noter que lors des vols par faux agents (vols par ruse) il est très rare que les auteurs soient en possession de vrais uniformes. Il s'agit d'imitations grossières de vêtements ou de carte de police mais c'est souvent la mise en scène et l'effet de surprise qui vont troubler les victimes souvent très âgées.

Le Conseil est informé.

**Informatie - Schriftelijke vraag van Mijnheer TOUSSAINT over de diefstallen van kleding en uniformen.**

De schriftelijke vraag van Mijnheer Toussaint luidt als volgt:

Volgens cijfers verstrekt door de minister van Binnenlandse Zaken nemen diefstallen van kleding en politie-uniformen in ons land gestaag toe, van 96 in 2020 naar 106 in 2021 en 64 in het eerste semester van 2022.

Dit fenomeen zou met name verband houden met oplichters die zich voordoen als (nep)politieagenten. Volgens de laatste cijfers van de federale politie zijn er tijdens de eerste negen maanden van 2022 141 gevallen geregistreerd, tegenover 128 in heel 2021 en 176 in 2020.

Op basis van deze bevindingen zijn mijn vragen als volgt:

- Is onze politiezone al geconfronteerd met dergelijke diefstallen?
- Zo ja, zijn er maatregelen genomen sindsdien om dergelijke diefstallen in de toekomst te voorkomen?

Het antwoord luidt als volgt:

Tussen 1 januari 2022 en 31 mei 2023 zijn er 33 diefstallen van uniformstukken geregistreerd door de politiediensten in het Brussels Gewest. Geen van deze gevallen betreft onze politiezone. Het is opmerkelijk dat bij diefstallen door nepagenten (diefstal door list) het zeer zeldzaam is dat de daders in het bezit zijn van echte uniformen. Het gaat vaak om grove imitaties van kledingstukken of politiekaarten, maar het is meestal de opvoering en het verrassingseffect die vooral oudere slachtoffers in verwarring brengen.

De Raad heeft kennis gekregen.

11 **Information - Question écrite de Madame CZEKALSKI concernant les exercices de gestion de crise.**

Madame Czekalski pose la question suivante :

La Région de Bruxelles-Capitale a organisé le 19 mars dernier un exercice de gestion de crise en collaboration avec les autorités administratives, avec les services d'urgence et de sécurité. Ce test grandeur nature qui s'est déroulé au Basilix Shopping Center a mobilisé plusieurs dizaines d'intervenants : pompiers, policiers, médecins, militaires et collaborateurs des autorités régionales. L'objectif: tester ensemble les procédures d'intervention et de coopération entre les services de secours.

Mes questions sont les suivantes:

- Est-ce notre zone de police a déjà participé à de tels exercices de gestion de crise? De quelle manière et avec quels moyens ?
- Si oui, quels en sont les principaux enseignements tirés? Quelles mesures ont été prises ?
- Si non, pourquoi et quelles sont les planifications à venir?

La réponse figure en annexe.

Le Conseil est informé.

**Informatie - Schriftelijke vraag van Mevrouw CZEKALSKI over crisisbeheersingsoefening.**

Mevrouw Czekalski stelt de volgende vraag:

Op 19 maart organiseerde het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een crisisbeheersingsoefening in samenwerking met de bestuurlijke overheden, de hulp- en veiligheidsdiensten. Deze grootschalige test vond plaats in het Basilix Shopping Center en omvatte tientallen deelnemers: brandweerlieden, politieagenten, artsen, militairen en medewerkers van regionale overheden. Het doel was om gezamenlijk de interventieprocedures en samenwerking tussen de hulpdiensten te testen.

Mijn vragen zijn als volgt:

- Heeft onze politiezone al deelgenomen aan dergelijke crisisbeheersingsoefeningen? Op welke

manier en met welke middelen?

- Zo ja, wat zijn de belangrijkste te trekken lessen en/of verbeterpunten? Welke maatregelen zijn genomen?
- Zo niet, waarom en wat zijn de toekomstige plannen?

Het antwoord staat in de bijlage.

De Raad heeft kennis gekregen.

**12 Information - Question écrite de Madame MAELSCHALCK concernant les infractions pour faits d'armes au 1er trimestre 2023.**

Madame Maelschalck pose la question suivante :

D'après les procès-verbaux rédigés lors du premier trimestre de l'année 2023 par l'ensemble des zones de police de la capitale concernant des infractions pour faits d'armes au 1er trimestre 2023, la commune d'Uccle a été l'une des plus ciblées (en chiffres absolus). En revanche, aucun fait n'a été signalé à Watermael-Boitsfort.

Mes questions sont les suivantes :

- Quels sont les chiffres pour Auderghem ?
- Quelle est l'évolution de ces chiffres (pour les 3 communes) par rapport à la même période de l'année précédente ?

La réponse est la suivante :

En 2023, au premier trimestre, un incident de tir a eu lieu sur notre zone de police, il s'est déroulé à l'institut Fond'Roy.

En 2022, un seul incident a eu lieu, il s'agit d'un suicide (pacte suicidaire) dans le parc Wolvendael. Notre zone est celle qui compte le moins d'incidents de tir en Région bruxelloise.

Le Conseil est informé.

**Informatie - Schriftelijke vraag van Mevrouw MAELSCHALCK over overtredingen met betrekking tot wapens in het eerste kwartaal van 2023.**

Mevrouw Maelschalck stelt de volgende vraag:

Volgens de processen-verbaal die tijdens het eerste kwartaal van 2023 zijn opgesteld door alle politiezones in de hoofdstad met betrekking tot overtredingen met betrekking tot wapens in het eerste kwartaal van 2023, was de gemeente Ukkel een van de meest getroffen (in absolute cijfers). Er zijn echter geen feiten gemeld in Watermaal-Bosvoorde.

Mijn vragen zijn als volgt:

- Wat zijn de cijfers voor Oudergem?
- Wat is de ontwikkeling van deze cijfers (voor de 3 gemeenten) ten opzichte van dezelfde periode vorig jaar?

Het antwoord luidt als volgt:

In 2023 vond er in het eerste kwartaal een schietincident plaats in onze politiekezone, bij het Instituut

Fond'Roy.

In 2022 vond er slechts één incident plaats, het betrof een zelfmoord (zelfmoordpact) in het Wolvendaelpark.

Onze zone heeft het minste aantal schietincidenten in het Brussels Gewest.

De Raad heeft kennis gekregen.

### 13 **Information - Question écrite de Monsieur HAYETTE concernant les embouteillages.**

La question écrite de Monsieur Hayette est la suivante :

À une certaine époque, au croisement de la rue Belliard et du Boulevard de la petite ceinture, un agent réglait la circulation le matin et parfois en soirée.

Uccle mériterait un agent 22 à différents carrefours pour faciliter la circulation, en particulier à hauteur du carrefour du Bourdon où la mise en place de deux chantiers entraîne d'embouteillages aux heures de pointe, mais pas uniquement. Le samedi 17 juin 2023, un commerçant de la rue m'a informé qu'il lui fallait 42 minutes pour se rendre du Lycée Monnet au Carrefour du Bourdon.

Est-il possible de pouvoir bénéficier de l'aide d'un policier à certaines heures de la journée pour faciliter le trafic dans ce quartier ?

La réponse est la suivante :

Notre zone de police est présente dans certains quartiers dans le cadre des contrats de mobilité qui consistent notamment à encadrer le trafic afin de fluidifier le passage des transports en commun. Nos équipes de circulation sont également présentes lorsque des déviations doivent être mises en place suite à un incident ou lorsque des travaux ont un impact important sur la circulation, notamment dans les premiers jours.

Lorsque d'autres situations se présentent, il est conseillé de transmettre les informations à la commune afin que nous puissions nous concerter.

La police est en contact avec l'administration communale concernant ce sujet.

Le Conseil est informé.

### **Informatie - Schriftelijke vraag van Mijnheer HAYETTE over verkeersopstoppingen.**

De schriftelijke vraag van Mijnheer Hayette luidt als volgt:

Op een bepaald moment regelde een agent het verkeer 's ochtends en soms 's avonds op de hoek van de Belliardstraat en de Kleine Ringlaan.

Ukkel heeft een agent nodig op de verschillende kruispunten om het verkeer te vergemakkelijken, vooral bij het kruispunt van de Bourdonlaan waar twee bouwplaatsen zorgen voor verkeersopstoppingen tijdens de spitsuren, maar niet alleen dan. Op zaterdag 17 juni 2023 informeerde een winkelier in de straat mij dat het hem 42 minuten kostte om van het Monnet-lyceum naar het kruispunt van de Bourdonlaan te rijden.

Is het mogelijk om op bepaalde tijdstippen van de dag de hulp van een politieagent te krijgen om het verkeer in deze buurt te vergemakkelijken?

Het antwoord luidt als volgt:

Onze politiezone is aanwezig in bepaalde wijken in het kader van de mobiliteitscontracten, waarbij onder andere het verkeer wordt geregeld om de doorstroming van het openbaar vervoer te bevorderen. Onze verkeersteams zijn ook aanwezig wanneer omleidingen moeten worden ingesteld als gevolg van een incident of wanneer werkzaamheden een aanzienlijke impact hebben op het verkeer, vooral in de eerste dagen.

Als er zich andere situaties voordoen, wordt aangeraden om de informatie door te geven aan de gemeente, zodat we kunnen overleggen.

De politie staat in contact met het gemeentebestuur over dit onderwerp.

De Raad heeft kennis gekregen.

14 **Information - Question écrite de Madame MARGAUX concernant les infractions piétons/vélos/trottinettes/motos/autos/camionnettes/camions.**

Madame Margaux pose la question suivante :

La commune a annoncé lutter efficacement contre les incivilités des usagers de la route. Martelant que vélos comme automobilistes étaient sévèrement sanctionnés pour les mêmes faits.

**Depuis 2019, et par année,**

1. Combien d'infractions concernant les différentes catégories d'usagers ont été relevées ?
2. Combien d'amendes ont été adressées par catégorie d'usagers ?
3. Combien d'amendes ont été perçues et pour quel montant par catégorie d'usagers?
4. Quelle est la ventilation, quelle est le pourcentage entre les sanctions administratives et les amendes relatives au code de la route ?

La réponse est en annexe.

Le Conseil est informé.

**Informatie - Schriftelijke vraag van Mevrouw MARGAUX over overtredingen van voetgangers/fietsen/steps/motorfietsen/auto's/bestelwagens/vrachtwagens.**

Mevrouw Margaux stelt de volgende vraag:

De gemeente heeft aangekondigd effectief te zullen treden tegen het wangedrag van weggebruikers. Ze benadrukken dat zowel fietsers als automobilisten streng worden gestraft voor dezelfde overtredingen.

**Sinds 2019, en per jaar,**

1. Hoeveel overtredingen zijn er per categorie weggebruiker geconstateerd?
2. Hoeveel boetes zijn er per categorie weggebruiker uitgeschreven?
3. Hoeveel boetes zijn er per categorie weggebruiker geïnd en voor welk bedrag?
4. Wat is de verdeling en het percentage tussen de administratieve sancties en verkeersboetes?

Het antwoord is bijgevoegd.

De Raad heeft kennis gekregen.

## 15 **Information - Question écrite de Monsieur COOLS concernant le tapage nocturne.**

La question écrite de Monsieur Cools est la suivante :

Une pollution sonore particulièrement désagréable est celle qui résulte du tapage nocturne. Elle prive nos concitoyens soit de sommeil soit d'une fin de soirée tranquille.

Pouvez-vous m'indiquer par commune de notre zone de police quel est l'ampleur de ce phénomène ? Combien de plaintes sont enregistrées ? Comment en est assuré le suivi ?

Si la police est réactive dans certains cas, elle ne l'est pas toujours. Certains témoignages indiquent par exemple que cet été pour la plaine de jeu située près de l'av de la Gazelle à Uccle que même après quatre appels à la police locale celle-ci ne s'est pas déplacée pour constater le tapage et demander que celui-ci cesse.

Il y a la problématique de certains clubs sportifs avec des hurlements de supporters quand ce n'est pas le comportement ébréché et très « sonore » de certains de ceux-ci après 22h lors de la « troisième mi-temps ». Il y a aussi les comportements parfois très bruyants et fort tard de certains consommateurs dans des terrasses de café ou de restaurant.

Est-ce que dans tous ces cas, avant de réprimer, un effort d'avertissement et de médiation est entrepris pour éviter ou réduire sensiblement les nuisances sonores ?

La réponse est la suivante :

La problématique est propre à toute les grandes villes et est fortement liée au conditions météorologiques, à la période de l'année, au moment de la semaine ou encore à d'éventuels événements (sportifs ou autres).

Cela représente entre 5 et 15 appels par jour pour notre seule zone de police. Le maximum d'appels étant atteint les soirées de fortes chaleurs.

La mission prioritaire de nos services consiste à faire cesser les nuisances avec une prise de contact avec les personnes qui génèrent les nuisances. En règle général, le tapage cesse sur la demande des inspecteurs. Lorsque cela n'est pas le cas, il y a verbalisation.

En 2022, 16 PV ont été dressés à Uccle, 15 à Auderghem et 11 à W-B.

Lorsque la problématique est récurrente, l'inspecteur de quartier prend le relais, notamment dans les conflits de voisinage qui en découlent.

Pour les lieux comme les parcs, terrains de sport ou places, la situation peut parfois durer dans le temps car il s'agit de lieux de rencontre de jeunes locaux.

Nos services essayent de répondre au mieux possible aux sollicitations des riverains. En fonction des autres missions, il se peut qu'il n'y ait pas toujours une réponse immédiate ou que la patrouille arrive quand les nuisances ont déjà cessé.

Le Conseil est informé.

### **Informatie – Schriftelijke vraag van Mijnheer Cools betreffende het nachtlawaai.**

De schriftelijke vraag van Mijnheer Cools luidt als volgt:

Een bijzonder vervelende vorm van geluidsoverlast is deze voortkomend van nachtlawaai. Het verstoort de slaap van onze medeburgers en bezorgt hen een onrustige avond.

Kunt u mij per gemeente in onze politiezone aangeven wat de omvang van dit fenomeen is? Hoeveel klachten worden er geregistreerd? Hoe wordt hieraan gevolg gegeven?

Alhoewel de politie in sommige gevallen reageert, is dat evenwel niet altijd zo doortastend. Sommige getuigenissen geven bijvoorbeeld aan dat deze zomer voor het speelpleintje gelegen nabij de Gazellelaan Ukkel, zelfs na vier oproepen aan de lokale politie, deze zich nog altijd niet ter plaatse had begeven om het lawaai te constateren en te vragen dat dit zou stoppen.

Er is de problematiek van bepaalde sportclubs met het geschreeuw van supporters en hiermee gepaard gaande vaak hun dronken en zeer luidruchtige gedrag, en dit na 22 uur tijdens de zogenaamde "derde

helft". Er zijn ook de soms zeer luidruchtige gedragingen van sommige klanten op de terrassen van cafés of restaurants tot laat in de avond.

Wordt in al deze gevallen, alvorens repressief op te treden, een poging tot waarschuwing en bemiddeling ondernomen om de geluidsoverlast te voorkomen of aanzienlijk te verminderen?

Het antwoord luidt als volgt :

De problematiek is eigen aan alle grote steden en is sterk gelinkt aan de weersomstandigheden, de periode van het jaar, het moment van de week of nog aan eventuele evenementen (sportief of anders).

In onze politiezone worden er dagelijks tussen de 5 en 15 meldingen van nachtlawaai gedaan. Het maximum aantal meldingen wordt bereikt op avonden met warm weer.

De hoofdtaak van onze diensten is om de overlast te stoppen door contact op te nemen met de personen die de overlast veroorzaken. In de regel stopt het lawaai op verzoek van de inspecteurs. Als dat niet het geval is, wordt er een proces-verbaal opgemaakt.

In 2022 zijn er 16 processen-verbaal opgemaakt in Ukkel, 15 in Oudergem en 11 in Watermaal-Bosvoorde.

Als de problematiek zich herhaalt, neemt de wijkinspecteur het over, met name in de conflicten tussen bureaus die hieruit voortvloeien.

Voor plaatsen zoals parken, sportvelden of pleinen kan de situatie soms aanslepen, omdat het gaat om ontmoetingsplaatsen voor jongeren uit de buurt.

Onze diensten proberen zo goed mogelijk te reageren op de verzoeken van de omwonenden. Afhankelijk van andere taken is het mogelijk dat er niet altijd een onmiddellijk antwoord is of dat de patrouille aankomt als de overlast al is gestopt.

De Raad heeft kennis gekregen.

*Cécile Van Hecke quitte la séance / verlaat de zitting.*

16 **Question orale de Madame MAELSCHALCK concernant la sécurité du quartier Lambin à Auderghem.**

Madame Maelschalck pose la question suivante :

Il y a quelques semaines (en juillet), un habitant du quartier Lambin à Auderghem a dénoncé le manque de tranquillité et de sécurité du quartier et regretté que les interventions de la police restent sans effet.

Madame la Bourgmestre a répondu à cette interpellation pour ce qui concerne ses domaines de compétence.

Je voudrais poser ici quelques questions quant à l'action de la police dans ce quartier, réputé difficile depuis des décennies.

Mes questions sont les suivantes :

- Quelle est actuellement la situation du quartier Lambin en termes de sécurité : quels délits et nuisances constatés, évolution de la situation d'une année à l'autre ?

Réponse : Il s'agit surtout de l'occupation du terrain par des jeunes du quartier qui peuvent créer un sentiment d'insécurité à partir de la soirée en raison notamment de la consommation d'alcool, de drogue, de tapage et d'incivilités (déchets). Ce constat se repose chaque été.

A la suite de plainte de riverains, des réunions ont été organisées avec la société gestionnaire (En Bord De Soignes) à partir d'avril entre l'administration communale, le service de prévention, EBDS. La présence policière est augmentée de même que les passages de éducateurs et de la prévention. Une



amélioration de l'aménagement de l'espace est en cours.

- La police effectue-t-elle une surveillance renforcée dans le quartier Lambin ?

Réponse : Oui

- Si oui, sous quelle forme : rondes à pied ou à vélo, agents en civil, voitures banalisées, voitures de police classiques avec gyrophare et bandes jaunes et bleues (le riverain déplorait le fait que, ces dernières voitures étant très identifiables, les auteurs de troubles ont disparu à l'arrivée de la police)... ?

Réponse : Patrouilles pédestres, unité Flag, patrouilles motorisées voitures banalisées voitures strippées, les bikers ou encore la brigade canine. Il y a donc une présence très régulière.

Le striping Battenburg est une plus-value en termes de visibilité, à la fois pour la population mais également pour les auteurs de trouble qui peuvent constater la présence policière. Pour se faire discret nous avons recours à la Flag et aux voitures banalisées.

- L'agent de quartier a-t-il un rôle particulier dans les quartiers réputés « difficiles » ?

Réponse : Oui, et nous avons confié ce quartier à un Inspecteur expérimentée, INP KEUREMENNEN qui assure une présence régulière et va à la rencontre des concierges, riverains, EBDS, la commune. Elle s'occupe de désamorcer les conflits, de récolter et relayer les informations aux collègues,... Il y a également un suivi avec le service de prévention qui suit les jeunes du quartier.

- Des caméras de surveillance sont-elles installées dans le quartier ? Est-ce en projet ?

Réponse : Nous allons prochainement analyser la possibilité d'étendre le réseau de caméras urbaines fixes dans ce quartier.

Le Conseil est informé.

*Félix Boudru entre en séance / treedt in zitting.*

*Odile Margaux entre en séance / treedt in zitting.*

## 17 **Question orale de Madame VAN OFFELEN concernant la lutte contre les vols de vélos : vélos appâts. (Ajouté en séance)**

La question orale de Madame Van Offelen est la suivante :

En mars 2019 et en décembre 2020, je suis intervenue au Conseil de police sur les mesures prises pour lutter contre les vols de vélos qui continuent à être un véritable fléau en région bruxelloise et constituent un frein à la pratique quotidienne du vélo. J'avais demandé si notre zone de police pouvait utiliser des vélos-appâts munis de GPS permettant aux policiers d'intercepter les voleurs et de remonter les filières, comme c'est le cas à Gand, mais aussi aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne et au Danemark. En région bruxelloise, un projet-pilote a également été mené dans la zone de police de Bruxelles-Ixelles.

Vous m'aviez répondu : « Nous n'avons toujours pas reçu d'autorisation du Parquet malgré de multiples relances. Nous nous tenons prêts à opérationnaliser rapidement le système si des changements devaient avoir lieu. »

En août dernier, nous avons appris que les règles relatives à l'utilisation de vélos-appâts, équipés de traceurs GPS seront considérablement assouplies. Le ministre de la Justice a élaboré un projet de loi qui sera soumis au parlement. Le Collège des procureurs généraux a par ailleurs été invité à élaborer une directive pour tous les arrondissements judiciaires du pays. En allégeant les procédures, la police

locale pourra ainsi utiliser les vélos-appâts de manière plus systématique.

Mes questions sont les suivantes :

1. Quelle est la situation des vols de vélos dans notre zone de police

a. Derniers chiffres

Réponse : En 2022 les chiffres restent similaires à ceux de l'année précédente. On semble avoir atteint un pic. Il ne faut toutefois pas négliger le chiffre noir qui reste très important. Graphique en annexe.

b. Tendances

Réponse : Il ne semble pas y avoir d'augmentation en 2023 selon les premières tendances.

c. Est-ce que dans notre zone de police, et en particulier à Uccle, on constate toujours le fait qu'une majorité de vols a lieu dans les espaces privés (garages, communs des immeubles, jardins) ?

Réponse : Il n'y a pas de changement à ce niveau-là. La majorité des vols est toujours commise dans des espaces privés.

2. Vélos-appâts :

a. Est-ce que notre zone de police est prête à utiliser les vélos-appâts dès que les nouvelles procédures seront d'application?

Réponse : Oui. Notre zone a toujours été demandeuse de participer à ce projet. Déjà en 2016 ce projet était presque opérationnel et 2 vélos-appâts se trouvaient dans nos locaux. Un texte suit actuellement son parcours législatif. Une opérationnalisation de cette technique n'est donc pas attendue à brève échéance.

b. A-t-elle eu des échos/leçons apprises du projet-pilote mené dans le Zone Bruxelles-Ixelles ?

Réponse : Le concept de Polbru était relativement limité faute d'accord du Parquet. Les vélos n'étaient pas équipés de balises. Ils étaient juste observer par une équipe en civil dans un lieu connu pour de nombreux vols de vélos. L'interpellation avait lieu directement après le vol.

c. Y a-t-il une concertation avec les autres zones de police de la Région bruxelloise à ce sujet ?

Réponse : Non pas actuellement. Mais ce sera le cas au sein de la task force régionale si le projet voit le jour.

Le Conseil est informé.

Levée de la séance à 18:59  
Opheffing van de zitting om 18:59

Le Secrétaire,  
De Secretaris,

La Présidente,  
De Voorzitster,

Géraldine Noël

Sophie de Vos